

ACTES DE LA RENCONTRE DU 21 JUIN 2014

SORTIR DE L'AUSTÉRITÉ, COMBATTRE LES INÉGALITÉS, RÉINVENTER LA DÉMOCRATIE

BOURSE DU TRAVAIL - PARIS

Interventions introductives	2
Eric Beynel (Solidaires).....	2
Sarah Legrain (PG).....	2
Willy Pelletier (Copernic).....	3
Secteur en luttés	
Le secteur de la Santé.....	6
Ateliers	
Salarié-e-s, chômeur-se-s, retraité-e-s : sortons de la précarité !.....	8
Reconquérir et développer la Sécurité Sociale et les droits sociaux.....	11
S'attaquer à la finance (banques, dettes, fiscalité...).....	13
Reconquérir et refonder l'action publique de l'Etat et des collectivités territoriales au service de toutes et tous.....	15
Donner le pouvoir aux travailleurs, aux citoyens, dans la cité, les entreprises, les services publics.....	18
Promouvoir la transition écologique et un nouveau développement industriel.....	21
Défendre et développer les droits et les libertés.....	24
Garantir le droit à l'emploi.....	27
Interventions conclusives	32
Jacques Chaballier (PCF).....	32
Sandra Rigoni (Attac).....	33
Christophe Delecourt (UGFF CGT).....	35

INTERVENTIONS INTRODUCTIVES

ERIC BEYNEL (SOLIDAIRES)

Au stade où nous en sommes, il nous semble important de préciser un certain nombre de points qui, pour Solidaires, conditionne la construction, ou co-construction, de notre cadre collectif.

Celui-ci a été initié par un appel de partis politiques à une marche contre l'austérité le 12 avril. Nous avons alors indiqué que la méthode choisie était problématique, annonce d'une date puis convocation d'une réunion. Les enjeux et les inquiétudes sur le contexte politique et social, la politique gouvernementale, la montée de l'extrême droite avaient pour Solidaires justifié dans un premier temps notre présence en tant qu'observateurs puis dans un second temps comme signataires. Nous étions par ailleurs bien conscients que le cadre politique posé au départ rendrait difficile la visibilité des autres acteurs du mouvement social, associations et syndicats, et pas seulement à cause des "mauvaises habitudes" des médias...

Ceci dit il nous semble important de souligner que :

- la période est difficile, compliquée et exigeante, vis à vis de nous tous. C'est donc plus qu'utile d'avoir des cadres larges de discussions et, pourquoi pas, de co-construction,
- la période est marquée par des luttes importantes, parfois victorieuses comme pour les Fralib, souvent très larges comme à Notre Dame des Landes ou dans le collectif anti-TAFTA, et elle est aussi marquée par des luttes fortes et déterminées, cheminots, intermittents et précaires, postiers, hôpitaux, rythmes scolaires, etc. Nous devons y contribuer ensemble,
- nous devons aussi avoir à l'esprit le contexte et les expériences des autres pays européens et la nécessité d'articuler ce que nous construirons avec d'autres.

Tout cela doit se faire en:

- construisant un processus qui respecte les identités et les temps de décision de chacun, sans "blinder" ni imposer un calendrier décidé ailleurs,
- respectant l'autonomie du mouvement social et donc sans se substituer à lui dans les mobilisations existantes ou à venir,
- en co-produisant du politique et un projet de transformation sociale post-capitaliste appuyé sur des formes d'organisations collectives diverses.

S'extraire de ces points nous conduirait, sans doute, à reproduire des situations déjà vécues à plusieurs reprises. Notre enjeu collectif est de dépasser nos cadres restreints et de porter nos débats, interrogations et propositions de manière large pour combattre le défaitisme, l'extrême droite et les politiques d'austérité.

SARAH LEGRAIN (PG)

Notre pays se trouve dans une situation politique désastreuse, et fort dangereuse. Un gouvernement qui se dit de gauche mène des politiques de droite, au service des intérêts du patronat et de l'idéologie libérale des institutions européennes. Toute la gauche politique en paie les conséquences. Les élections européennes en ont fait la sinistre démonstration, qui font de l'abstention le premier parti de France et ont placé en tête le Front National. Les partis politiques de gauche ont donc échoué, dans cette séquence électorale, à bousculer le rapport de forces.

Les partis politiques se réunissent, discutent, forment ensemble des unions, des alliances ; mais tous ont conscience qu'il leur faut prendre part à un mouvement plus vaste, participer à la construction d'un front large, rassemblant toutes les forces associatives, syndicales, citoyennes, qui résistent à ces politiques d'austérité et combattent l'idéologie libérale.

C'est à travers un tel mouvement que pourra se construire une alternative menant le rapport de force sur différents plans : dans la rue, dans les luttes, dans les urnes.

Des rassemblements de ce type ont déjà permis des démonstrations de force à travers des mobilisations nationales, comme la manifestation du 30 septembre 2013 contre le TSCG, ou encore, bien évidemment, celle du 12 avril dernier qui nous a tous rassemblés contre le pacte de responsabilité, pour dire à Hollande « ça suffit ! » et reprendre la rue à l'extrême-droite. Un premier succès dont nous sommes les héritiers.

Ce genre de rassemblement entre organisations politiques, associatives et syndicales existe également dans certains départements sous la forme concrète de collectifs qui mènent des luttes et emportent des succès, comme c'est le cas par exemple dans les Bouches du Rhône. Nous devons nous en inspirer. Enfin, cette action commune ne va pas sans l'affirmation collective d'un ensemble de revendications et de mesures capables d'imposer une alternative à l'idéologie libérale et austéritaire.

C'est à cette co-élaboration, ainsi qu'à la discussion sur la nature et les formes des initiatives que nous pourrions mener ensemble à l'avenir, et sur l'ancrage territorial de notre combat que cette première journée de travail doit être consacrée.

Dès ses fondements, le collectif du 12 avril a intéressé et réuni un arc très large d'organisations politiques, associatives, syndicales. Dès le début, à travers entre autres l'appel des 200 personnalités, il a affirmé sa vocation à s'élargir. Cet objectif doit demeurer le nôtre : notre collectif doit pouvoir rassembler toutes celles et ceux, militants dans des organisations mais aussi tout simplement travailleurs et travailleuses, citoyens et citoyennes, qui s'opposent à ces politiques. Personne ne souhaite que ce collectif ne se rabougrisse, et ne se transforme en une réunion de quelques militants condamnés à l'entre-soi et aux discussions hors-sol. Cette diversité inédite des participants et cette ambition d'élargissement et de pérennisation doivent se traduire par des pratiques de co-élaboration inédites et ambitieuses. Il nous faut trouver des modes d'action et d'élaboration respectueux des cadres de chaque organisation ; il nous faut réussir à mettre en commun les expériences et les exigences de celles et ceux qui au quotidien subissent les politiques d'austérité et y résistent - avec la conviction profonde que la politique est l'affaire de toutes et tous, et que toutes et tous peuvent et doivent la faire.

Puisse cette journée être une étape décisive dans la construction, la pérennisation et l'enracinement de ce combat commun que nous voulons mener.

WILLY PELLETIER (COPERNIC)

On ne comprend pas l'austérité, sans relever que l'austérité ne vaut que pour les salariés, les chômeurs, les retraités. Le CAC 40 ne connaît pas l'austérité. En 2013, les patrons du CAC 40 ont perçu 92,7 millions d'euros, 2,3 millions par tête. Pour eux c'est l'apothéose du coffre fort, l'austérité cesse aux portes des Yacht Club. Entre 2004 et 2010, 0,01 % les plus riches ont gagné 180 000 euros de revenus annuels supplémentaires, soit treize années de SMIC...

On comprend ainsi, comme à ces fortunes, la politique d'austérité n'enlève pas une miette, ce qu'est l'austérité : une politique de classe, osons le dire, qui organise l'insécurité économique et sociale pour protéger ceux qui possèdent.

Si nous sommes ensemble aujourd'hui, c'est que nous n'avons pas peur d'appeler un chat un chat ; d'appeler des patrons des patrons et pas des « partenaires sociaux » ; d'appeler une classe, une classe ; d'appeler la lutte des classes que nous subissons, la lutte des classes.

Si nous sommes ensemble aujourd'hui, c'est que nous ne sommes pas comme cet ex-candidat normal, devenu lui aussi président des riches - un président des riches si normal - c'est que nous ne sommes pas aussi désorienté que lui. Echevelé au Bourget, s'effrayant de son audace peut-être, il disait, mais c'était l'été indien, Joe Dassin, c'était il y a deux ans, c'était il y a un siècle : "Dans cette bataille qui s'engage, je vais vous dire qui est mon adversaire, mon véritable adversaire. Il n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti, il ne présentera jamais sa candidature, il ne sera donc pas élu, et pourtant il gouverne. Cet adversaire, c'est le monde de la finance. Sous nos yeux, en vingt ans, la finance a pris le contrôle de l'économie, de la société et même de nos vies."

Pas de noms, pas de visages ? Mais qu'Hollande sorte cinq secondes de son bureau et tourne à droite, il avait, bureau de droite Emmanuel Macron, secrétaire général adjoint de l'Elysée, associé de la Banque Rothschild. Un peu plus loin, plus à droite, qu'il pénètre un autre Bureau, il aura le visage et le nom de la finance, Jean-Pierre Jouyet, ex ministre Sarkozyste, ex président de l'autorité des marchés financiers. Et allez, un pas plus à droite encore, un nouveau visage cette fois, Laurence Boone, chargé des affaires économiques à l'Elysée, toute droit débarquée de la City, de la Bank of America, et qui s'opposait à la régulation des marchés financiers il y a huit mois. Je ne lui conseille pas les bureaux de gauche, à l'Elysée, il n'y a pas de bureaux de gauche. La finance n'a pas de visage, pas de parti ? Désolé. La finance a ce visage satisfait du nouveau président des riches ; la finance a un parti, il est à l'Elysée.

Si nous sommes ensemble aujourd'hui, c'est que nous n'avons pas peur d'appeler un chat un chat, et un gouvernement qui mène, avec constance, une politique de droite, un gouvernement de droite.

L'austérité, ce n'est pas un budget, une comptabilité, de la dette à rembourser pourtant illégitime, des cadeaux aux entreprises. L'austérité, c'est d'abord nos vies, des vies, des vies interdites, des vies empêchées, des mois à découvert le 15 du mois, des galères pour payer les loyers avec EDF et le gaz qui augmentent, la cantine des gosses qu'on peine à payer, les vacances qu'on ne prend pas, une vie que l'on passe à se dire « Non », « Non », « toujours Non », car on n'a plus l'argent pour. Et ces vies où l'on peine, ces vies de peine, ceux qui décident l'austérité, n'en ont aucune idée, aucune.

Car ils ne connaissent aucun employé, aucun ouvrier, aucun chômeur, il n'y en a pas dans leur famille, leurs enfants sont dans les meilleures écoles privées, leurs appart sont dans des résidences où l'on entre après 3 codes d'accès, sous vidéosurveillance ; les seuls employés qu'ils connaissent sont leurs employés de maison. Ceux qui décident entre eux, claquemurés entre eux, l'austérité n'ont aucune idée de ce qu'ils font subir. Et c'est pourquoi ils sont si dangereux. Parce que leur monde n'est pas notre monde.

Que veut dire l'austérité au quotidien ?

L'intensification des concurrences pour et dans l'emploi, qui fait que le métier devient mission impossible, en même temps que, concurrences de tous contre tous obligent, se défont les solidarités anciennes entre salariés et entre générations, de sorte que les voisins (au travail, à l'école, dans les quartiers) semblent des menaces. Cette guerre des pauvres contre de plus pauvres qu'eux, que nul ne voit des beaux quartiers, place Le Pen en rentière électorale du désastre social. L'austérité = plus de FN.

Que veut dire l'austérité ? Médecins du Monde vient de le dire : l'austérité fait que les précaires dépensent moins de 3,5 euros par jour pour se nourrir et qu'un sur deux ne mange pas à sa faim.

Qu'est-ce que l'austérité ? L'austérité, c'est du mépris, des mépris en cascade.

Mépris à Pôle Emploi quand on propose des métiers déqualifiés, des salaires de débutant, qu'il faut accepter sous peine d'être radié.

Mépris, quand dans les HLM, l'ascenseur n'est pas réparé, les plafonds se fissurent, les balcons s'effritent, l'humidité ronge les salles de bains, les cuisines.

Tant de mépris.

Nous sommes, ici, pour dire ce mépris ça suffit.

Ensemble, nous ne sommes pas dans les mêmes orgas, et c'est justement parce que nous ne sommes pas dans les mêmes orgas, qu'aujourd'hui nous sommes ensemble ; ensemble pour faire cause commune, fabriquer des causes communes.

Et pour montrer à ceux qui ont démissionné de la gauche, des solutions contre l'austérité.

Mais, nous le savons tous, parler ne servira à rien sans mouvements sociaux.

Un psychanalyste disait : « *la preuve du réel, c'est qu'on s'y cogne* ». Eh bien il faut ramener les libéraux qui gouvernent au réel, et rien ne vaut pour cela un vrai mouvement social et qu'ils s'y cognent.

Nous le préparons aujourd'hui.

SECTEUR EN LUTTES : LE SECTEUR DE LA SANTÉ

Hélène Derrien - Coordination hôpitaux et maternités de proximité

La CN a fêté ses 10 ans aux rencontres de Ruffec en mai dernier et le constat est lourd : 1 maternité sur 4 a fermé, 50 000 lits ont été fermés et 20 000 emplois hospitaliers ont été perdus.

Le mode de gestion des établissements publics de santé mis en place par la Loi HPST, dite Loi Bachelot copie le modèle des entreprises privées, ne laissant plus de place à l'expression démocratique : remplacement du CA par le Conseil de Surveillance où élus, représentants des personnels et des usagers n'ont plus la possibilité de s'exprimer.

La mise en place des ARS, véritables préfets sanitaires dotés des pleins pouvoirs a muselé toute possibilité de concertation et d'expression des besoins des populations.

Le processus de casse est le même pour tous les services publics et la Santé n'y a pas échappé : fermetures de services, restructurations, regroupements, diminution du nombre de lits et des effectifs... cela a entraîné une dégradation dans la prise en charge : manque de places, délais d'attente, insuffisance d'équipements, notamment en imagerie médicale. A cela s'ajoute le problème de la démographie médicale et paramédicale due au numerus clausus et à la liberté d'installation.

Le plan d'économie de Manuel Valls vient s'ajouter à tout cela, avec 11 milliards pour la Sécurité sociale, 10 milliards pour les hôpitaux, 3 à 4 milliards pour l'action sociale, via les collectivités territoriales, soit la moitié des 50 milliards annoncés au total.

Le PLFSS modificatif vient de supprimer encore 800 millions d'€.

Ces politiques successives ont amené une dégradation de l'hôpital public, avec une accélération ces derniers mois.

Face à cette situation, les luttes se développent mais, souvent, restent encore trop ancrées sur les territoires.

Certaines sont emblématiques et durent depuis plusieurs mois : c'est le cas de la Maternité des Lilas où, malgré les engagements du candidat Hollande, la reconstruction est remise en cause, ce qui obligerait la maternité à intégrer l'hôpital de Montreuil, faisant fi d'une expérience de bientôt 50 ans au service des femmes et des familles. Les Lilas, c'est une politique d'accompagnement des femmes, non seulement pendant la grossesse et l'accouchement, mais c'est aussi un centre de planning familial et un service IVG. C'est une conception autour de la naissance qui remet profondément en cause la logique actuelle d'usine à bébés.

Une autre lutte qui a fait beaucoup parler d'elle est celle pour le maintien des urgences à l'Hôtel Dieu de Paris et, bien au-delà, c'est le combat pour le maintien d'une structure de proximité répondant aux besoins de plusieurs arrondissements de Paris et de nombreux touristes.

Les informations récentes laisseraient penser que la mobilisation a payé, mais il faut rester vigilants.

Depuis plusieurs mois, également un bras de fer s'est engagé pour le maintien de la Réanimation à l'hôpital de Briançon : population, élus, personnels se battent pied à pied, les commerçants ayant fermé symboliquement lors de la dernière action le 10 juin dernier. Mais c'est aussi à Orthez et à St Jean d'Angély, pour le maintien de la Maternité, Chaumont-Langres, contre la fermeture de la Réanimation, Thouars, pour le maintien de services de proximité en Nord 2 Sèvres, Arpajon, contre la fermeture de lits de réanimation, Moutiers, pour le maintien des urgences et de la chirurgie, Granville, suite aux inquiétudes quant au devenir de la Cardiologie, Lisieux, pour s'opposer à la fermeture du centre de mucoviscidose, à Lannemezan où la Direction de l'Hôpital a décidé de ne plus pratiquer le tiers payant, La Martinique où la fusion des 3 sites MCO remet en cause la proximité.

C'est aussi les nombreuses luttes des personnels suite aux conséquences des mesures d'austérité, avec les usagers à Sarlat face aux suppressions de postes, aux Urgences d'Avignon pour exiger des embauches, à Alençon contre les mesures d'austérité impactant les conditions de travail, à Villejuif, Paul Guiraud pour s'opposer à la suppression de 10 jours de RTT, à Caen contre l'austérité. Dans ces 2 derniers cas, la Direction a choisi la répression : responsables syndicaux déférés devant le tribunal, amendes, recours à la force publique...A Caen et à Villejuif, le personnel a décidé l'occupation des locaux.

Le 18 juin, un rassemblement a eu lieu à Caen contre « l'hôstérité » dans la santé, la casse du service public et la criminalisation de l'action syndicale avec plus de 600 manifestants. Cette action regroupe plusieurs établissements en lutte et s'est ouverte aux usagers avec la CN.

Une délégation, dont Françoise faisait partie, a été reçue à la Préfecture par un représentant du Préfet et une représentante de l'ARS qui ont dit prendre en note et n'ont donné aucune réponse. Ils sont restés « de marbre » malgré l'expression des salariés sur leurs conditions de travail.

Une proposition a été faite de tenir des initiatives le 3 juillet partout où cela sera possible. Un appel en direction de la population devrait être rédigé prochainement pour alerter sur la situation des hôpitaux et sur les conséquences des mesures de restrictions budgétaires.

C'est une démarche qui va dans le sens de la convergence des luttes qui semble de plus en plus indispensable pour faire obstacle à la casse du service public de santé.

ATELIER 1

SALARIÉ-E-S, CHÔMEUR-SE-S, RETRAITÉ-E-S : SORTONS DE LA PRÉCARITÉ !

Animation : Laurent Esquerre - Malika Zediri – Philippe Sultan

Nombre de participant-e-s : 22 (Femmes 13 ; Hommes 9)

Affiliations des participant-e-s : APEIS, PCOF Strasbourg, Femmes Egalité, Alternative libertaire, PCF Thionville, PCF Paris Intermittents, UD CGT 31, CGT Bâtiment, ATTAC, Front de gauche, Maison du Mexique Cité internationale, PCF Bagneux, Fondation Copernic, Collectif national droits des femmes, CGT Orange, pigiste NVO, Ensemble Fontenay sous Bois, Ensemble Paris, Sud Médias, DAL, Travailleuse sociale sans affiliation organisationnelle, Ensemble Montreuil-sous-Bois

Introduction

Cet atelier s'inscrit dans les démarches décidées collectivement afin de donner une suite à la manifestation du 12 avril à savoir :

- travailler à l'élaboration de mesures d'urgence et de propositions alternatives aux politiques d'austérité ;
- impulser un processus d'action inscrit dans la durée ;
- développer partout des collectifs associant jeunes, salarié-e-s, chômeurs, précaires, retraité-e-s et militant-e-s associatifs, syndicalistes et politiques.

Difficile de débiter cet atelier sans évoquer le lynchage récent d'un jeune rom, Darius, accusé d'un larcin à Pierrefitte (Seine Saint Denis) dans le quartier des Poètes, un des quartiers les plus ravagés par la précarité et le chômage.

La précarité touche des millions de personnes en France, très majoritairement des femmes (qui notamment occupent 80 % des emplois à temps partiels, le plus souvent imposés, et sont les plus nombreuses à former des familles monoparentales aux ressources réduites). Elle est multiforme dans la mesure où elle concerne l'emploi, le logement, le revenu, le titre de séjour pour les travailleur-se-s immigré-e-s, sans compter que cela a des conséquences sur des besoins aussi fondamentaux que l'accès à la santé ou à l'énergie, mais aussi sur l'accès aux transports collectifs..

Elle ne cesse de se développer du fait du non-relèvement des minimas sociaux, et des retraites, du blocage des salaires, des accords UNEDIC entre Medef et syndicats acquis à sa cause (CFDT, CFTC, CGC), des contre-réformes des retraites de 1993, 2003, 2010 et 2013 qui ont abaissé leur niveau et rendu plus tardif le départ en retraite, de l'insuffisance de construction de logements sociaux, la déréglementation des loyers (loi Méhaignerie de 1986), la spéculation foncière et immobilière et le refus des pouvoirs publics d'appliquer les lois sur les attributions d'office (réquisition des logements vides) ou la loi DALO.

Elle est également favorisée par les politiques de restrictions budgétaires qui prennent la forme de véritables plans d'ajustement structurels (pacte de responsabilité) depuis quelques années, mais aussi d'attaques contre le Code du travail.

Si les femmes et les travailleurs-ses immigré-e-s constituent les cibles les plus visées par ces politiques, les jeunes ne sont pas en reste. Ils et elles occupent un grand nombre d'emplois précaires, éprouvent de plus en plus de difficultés à se loger (demande de

garanties trop élevées, baux précaires, loyer trop élevés pour des salarié-e-s touchant un salaire de début de carrière...), constitue une main-d'œuvre malléable et corvéable notamment pour ceux et celles qui effectuent des stages faiblement ou pas rémunérés. L'absence de politique de régularisation et la délivrance plus restrictive de titres de séjour a pour résultat de laisser 500 000 personnes en grande majorité des travailleurs-ses sans titres de séjour, ce qui contribue à précariser cette main-d'œuvre. De plus les bourses d'études, les fonds sociaux bénéficiant aux lycéen-ne-s et étudiant-e-s sont totalement insuffisants pour faire face au coût de la vie.

Les politiques d'austérité, l'alignement du droit sur les directives libre-échangistes européennes, la mondialisation capitaliste et notamment le projet d'Accord transatlantique Europe/États-Unis, la redistribution des richesses et donc des revenus dans le sens travail-capital ne peuvent qu'aggraver les inégalités et la précarisation dans tous les domaines.

Associées à des politiques de contrôle social, à un bourrage de crâne libéral de la plupart des grands médias et à un renforcement de la répression des mouvements sociaux, ces politiques ont contribué à affaiblir les organisations qui s'emploient à les combattre.

A cela il faut ajouter à la fois un endettement croissant de celles et ceux qui n'ont que leurs bras à louer.

De ce fait la France compte de plus en plus de salarié-e-s, chômeur-se-s, précaires, retraité-e-s, étudiant-e-s pauvres...

Le but de l'atelier n'est pas de se limiter à des constats ou encore de fournir un catalogue exhaustif de revendications dans tous les domaines.

Il nous faut voir à la fois :

- quelles revendications relèvent le plus de l'urgence et soient en mesure de rencontrer de l'audience chez celles et ceux qui pourraient en bénéficier ?
- Au-delà de l'urgence quelle alternative aux politiques menées donnerait le plus sens aux revendications et aux luttes à mettre en œuvre ?
- Quel type d'action concrète mener et quelles luttes construire pour populariser lesdites revendications et impliquer, mais aussi fédérer celles et ceux qui vivent la précarité au quotidien, notamment dans les quartiers populaires ?
- Comment donner une dimension tant locale que nationale à ces mobilisations. ?

Ces questionnements et les débuts de réponses qui pourront être apportés lors du débat peuvent contribuer à esquisser des réponses d'ensemble capables de nourrir tant des combats spécifiques qu'une stratégie globale d'action permettant tant aux forces progressistes qu'aux victimes de la précarité de reconstruire un espoir et un rapport de force indispensable pour mener et gagner les combats futurs.

I – Constats / analyse

Les femmes forment 80 % des travailleur-se-s pauvres. Les écarts salariaux hommes-femmes tournent de 27-28 %. Cela s'explique par le fait que les femmes travaillent beaucoup dans des secteurs qui sous-payent leurs salariés (service à la personne, nettoyage, commerce...). De plus compétences et pénibilités ne sont pas reconnus.

En France les 8 familles les plus riches vivent sur le dos des 8 millions de personnes les plus pauvres.

II – Revendications

Il est important de mettre en avant des revendications sur les salaires et les minimas sociaux.

Il faut réfléchir sur le financement du revenu (revenu garanti);

Il y a des difficultés pour organiser les chômeur-se-s et précaires aussi : il faut revendiquer des lieux pour que précaires et chômeurs puissent s'organiser.

Il faut que la question de la précarité et plus largement de la précarisation soit intégrée à l'initiative de rentrée. Des états généraux contre la précarité et les inégalités pourraient favoriser l'élaboration de revendications;

Il faut créer une liste pour relayer nos luttes.

Il faut acculer les gestionnaires d'immeubles engagés dans la rénovation urbaine qui est un processus d'éviction des classes populaires.

Il est nécessaire de construire des initiatives contre la privatisation en cours des offices publics.

Une camarade propose d'interdire le recours à la sous-traitance et d'intégrer celle-ci aux entreprises des donneurs d'ordre.

Il faut revenir à un militantisme de quartier centré autour des intérêts des habitant-e-s et des populations et plus largement travailler en réseau entre organisations.

L'APEIS veut recréer un collectif à partir du lieu (quartier) où on vit.

Il faut relever les minimas sociaux. Le RSA est une aumône. C'est une honte. On ne vit pas avec cela.

Il faut annuler les dettes des personnes et familles surendettées alors qu'on l'a fait pour sauver les banques de la faillite en 2007-2008.

Si on veut toucher les populations des quartiers populaires et avoir les populations précarisées en réunion, il faut changer nos pratiques et par exemple concevoir ces réunions autour d'un repas. C'est plus convivial et ça ramène des personnes qui ne mangent pas toujours à leur faim par ailleurs.

La CGT 31 veut travailler davantage sur le lien salarié-e-s/précaires.

On doit travailler davantage sur la satisfaction des revendications primaires :

- contre les coupures d'électricité, il faut revenir aux luttes menées par la CGT il y a quelques années (actions Robin des bois avec rétablissement des fournitures pour les familles privées de gaz et d'électricité.

- il faut renforcer les luttes contre les expulsions en développant la solidarité pour les empêcher, réquisitionner les logements vides et donc appliquer la loi sur les attributions d'office (dite loi de réquisition), appliquer la loi DALO, se battre pour la baisse des loyers et la construction de logements sociaux.

- il faut réquisitionner la nourriture dans les grandes surfaces pour la redistribuer dans les quartiers populaires.

ATELIER 2

RECONQUÉRIR ET DÉVELOPPER LA SÉCURITÉ SOCIALE ET LES DROITS SOCIAUX

Animation : Françoise Nay – Thierry Lescant – Anne Le Loarer

Représentation plurielle à l'Atelier : Thierry Lescant et un autre représentant d'Ensemble, deux représentants du NPA, une représentante « Féministe pour... », un représentant Fédération SUD Santé, CGT : une camarade des organismes sociaux (CNAV) et CGT URIF, PCF : deux représentants de la commission Santé, un représentant Résistance Sociale.

Après l'Introduction de Françoise Nay, l'animateur rappelle les objectifs de l'atelier :

- 1 - Travailler à l'élaboration d'un plan d'urgence de reconquête de la sécurité sociale et porter des propositions d'alternatives face au dé-tricotage de la prise en charge des besoins de santé
- 2 - Travailler à un processus d'action dans les territoires au plus près de la population
- 3 - Point d'étape pour converger vers des initiatives nationales

Les participants partagent l'idée que le droit à la Santé pour tous ne peut se concevoir que dans un système de sécurité sociale universel et solidaire. C'est un véritable enjeu de société.

Le débat porte également sur la conquête de nouveaux droits en lien avec l'évolution des besoins : 100% de prise en charge des besoins de Santé et de la Perte d'autonomie par l'Assurance Maladie, élargir les droits liés à la Famille, dans les entreprises améliorer les conditions de travail et les droits AT/MP, la prévention....

- Besoin urgent de communiquer, de gagner une appropriation plus large des salariés et de la population, sur l'ampleur des attaques et des remises en cause avec les conséquences directes en termes de Santé Publique : 150 000 lits ont déjà fermés en 20 ans et 200 000 emplois ont disparus c'est 5 dernières années.

Les 441 milliards du budget de la Sécurité Sociale attisent les appétits du capital. Forte dénonciation partagée du Privé lucratif : la France est le pays européen qui possède le plus de lits privés, une emprise qui s'étend dans le sanitaire et le médicosocial... La reconquête de la Sécu porte l'exigence de structures publiques sanitaires et médicosociales.

- Besoin de porter rapidement des propositions communes de financements : agir contre la remise en cause des cotisations sociales à l'entreprise ou sur les nouvelles exonérations prévues dans le projet de loi rectificatif de la Sécurité Sociale. Danger immédiat sur le financement des CAF...

Les 50 milliards de diminution des budgets publics contenus dans le Pacte d'Austérité impacteront durement la Protection Sociale. Le budget rectificatif de la Sécu 2014 c'est a minima 800 millions supplémentaires en moins pour les hôpitaux déjà étranglés financièrement. Il faut en finir avec cette spirale sans fin de remise en cause du financement des structures publiques : la Santé n'est pas une marchandise et les hôpitaux n'ont pas pour seul choix celui de se transformer en « centres commerciaux » où le privé ferait son marché.

Temps forts d'expression commune

- Au moment des débats sur le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale 2015 à l'automne, l'idée de porter une plateforme commune de propositions pour mener ensemble des débats décentralisés est partagée par les participants.

Les réformes territoriales annoncées par le gouvernement s'annoncent également comme de nouvelles menaces avec une accélération des inégalités d'accès aux soins.

- La loi sur la stratégie nationale de Santé annoncée par Marisol Touraine prolongera les logiques de la loi HPST... imposer une soi-disant complémentarité Public/Privé en remettant en cause les structures publiques et en livrant le plus rentable au Privé. Le projet TAFTA peut également accélérer le processus.

Les participants ont souligné la diversité de représentation des organisations : politiques, syndicales, associatives... et l'acquis déjà d'un travail commun. Aujourd'hui on est en capacité de formuler des propositions pour s'attaquer au coût du capital et porter l'idée que l'argent existe pour financer la Sécu et conquérir des droits nouveaux.

ATELIER 3

S'ATTAQUER À LA FINANCE (BANQUES, DETTES, FISCALITÉ...)

Animation : Thomas Coutrot – Nicolas Galepides – Denis Durand

Compte-rendu

L'attitude à adopter vis-à-vis de la finance est, comme chacun sait, l'un des reniements les plus spectaculaires de François Hollande.

Face aux conséquences politiques désastreuses qui en découlent, l'atelier a souhaité formuler des propositions qui puissent être directement comprises et prises en charge par les citoyens.

A ce titre, il a exprimé son soutien à deux propositions :

- la taxation des marchés de capitaux, une idée qui fait son chemin jusque dans les instances européennes malgré les efforts du gouvernement français pour la vider de son contenu ;
- des mesures fiscales frappant directement la détention de capitaux (proposition Piketty/FMI d'un prélèvement unique et progressif sur tous les patrimoines).

Les débats ont ensuite révélé qu'une maîtrise démocratique des banques et du crédit est cruciale pour permettre une alternative à la dictature des marchés financiers.

Un des points de départ de la réflexion collective de l'atelier – nourrie par les travaux du Collectif pour un audit citoyen de la dette publique - a été la situation de l'Argentine, aujourd'hui sous la menace des « vautours » de la finance, dix ans après avoir refusé d'acquitter la plus grande partie de sa dette. Echapper à l'emprise des marchés financiers exige donc de trouver d'autres voies de financement que les marchés pour pouvoir faire face à des dépenses immédiates (création d'emplois, construction d'infrastructures, développement de services publics comme l'éducation ou la santé...) qui se traduiront par plus de richesses et de bien-être pendant de longues années dans le futur.

Les banques sont les seules institutions capables de réaliser ces prêts par création monétaire, c'est-à-dire sans exiger l'accumulation préalable d'avoirs financiers. Parce qu'elles ont orienté leurs crédits vers le financement de la spéculation sous toutes ses formes, elles ont une lourde responsabilité dans la dictature des marchés financiers. Un enjeu déterminant est d'agir pour qu'elles favorisent, au contraire, les investissements répondant à des critères précis en matière économique (création de valeur ajoutée dans les territoires), sociale (emploi, salaires, services publics) et écologique (économies d'énergie et de matières premières). C'est une nécessité pour réduire le coût du capital. C'est un enjeu actuel de politique monétaire : la pression monte sur la BCE pour qu'elle finance directement les Etats européens. En outre, après la crise de l'euro, la BCE reconnaît aujourd'hui qu'il faudrait une politique monétaire plus sélective pour orienter l'argent vers les PME mais elle se propose de le faire de la pire façon, en acclimatant en Europe les techniques de « *titrisation* » des crédits qui, aux Etats-Unis, ont provoqué la crise des *subprimes* !

Nationalisation, socialisation du système bancaire, intervention directe des citoyens dans les décisions des banques à l'aide d'un pôle financier public ? La discussion a convergé vers l'idée qu'on est en présence ici d'un bien commun qui relève d'un véritable service public.

Il faut demander des comptes aux banques (1 600 milliards d'euros de crédits en France), aux compagnies d'assurance (1 800 milliards de placements financiers), et aux autres institutions financières car leur pouvoir repose sur la collecte de l'épargne de tous les

citoyens. Cela souligne l'importance des mobilisations pour préserver les circuits de collecte de l'épargne comme celui du livret A et des autres livrets défiscalisés (350 milliards au total) qui échappent partiellement à l'emprise de la finance privée.

L'atelier a proposé deux initiatives d'action :

- une initiative (nouvelle manifestation ?) sur les finances publiques à la rentrée, dans le contexte de la préparation du projet de loi de Finances et du projet de loi de financement de la Sécurité sociale ;
- une campagne contre le projet BCE-Banque d'Angleterre-gouvernement français d'un développement de la titrisation des crédits aux PME.

ATELIER 4

RECONQUÉRIR ET REFONDER L'ACTION PUBLIQUE DE L'ETAT ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES AU SERVICE DE TOUTES ET TOUS

Animation : Patrick Hallinger – Baptiste Talbot – Eliane Assassi

Introduction

L'atelier porte sur la reconquête et la refondation de l'action publique de l'Etat et des collectivités territoriales au service de toutes et tous.

Je partirai de l'actualité : la violence de l'attaque portée contre tout ce qui est public, les dépenses publiques étant désignées comme étant responsables de la crise économique.

Les résultats des élections municipales et européennes ont exprimé un large désaveu de la politique gouvernementale. Loin des promesses électorales, la politique d'austérité mise en œuvre et portée par le Président de la République n'est, en outre, pas pour rien dans l'abstention massive et l'importance du vote front national.

Il demeure la question, celle qui nous préoccupe, des alternatives qui restent à construire, à faire vivre, ce qui passe nécessairement par le débat public, le rassemblement le plus large possible, les actions pour les imposer.

L'objectif des politiques d'austérité est de s'attaquer à l'ensemble des volets de la dépense publique : l'Etat, les collectivités territoriales, la Sécurité Sociale.

Au nom de la compétitivité, des critères de réduction des dépenses publiques et de l'assujettissement aux critères de rentabilité, c'est aujourd'hui l'annonce du plan de 50 milliards de réduction des dépenses publiques, 18 milliards pour l'Etat, 21 milliards pour la Sécurité Sociale et la protection sociale, 11 milliards pour les collectivités territoriales.

La loi de finances rectificative annoncée pour juillet constitue une première étape de mise en œuvre.

Le 3 juin, le Président de la République a décrété autoritairement la réduction de 22 à 14 du nombre de régions et la suppression du département, et cela sans aucune concertation préalable.

L'austérité conduisant à l'austérité, il faut boucler les comptes. Dans cette même veine, la Cour des comptes présidée par le socialiste Migaud, dicte la potion : le gel du point d'indice des fonctionnaires ne suffit plus, il faut réduire les effectifs, de l'Etat, des collectivités, des hôpitaux, réduire les primes, s'attaquer au minimum fonction publique pour ne pas dire au SMIC, augmenter le temps de travail...

La ministre en charge de la Fonction publique tente de minimiser l'impact de ces politiques auprès des fonctionnaires, mais la place est de plus en plus laissée au discours des ultras qui tel l'Ifrap préconise de réduire la fonction publique statutaire à 700 000 agents.

Le schéma gouvernemental est celui d'un appareil d'Etat, s'inscrivant dans le libéralisme et au moindre coût : il s'agit de répondre aux exigences de rentabilité des grandes firmes en réduisant le rôle du service public et en généralisant le principe de concurrence, des territoires en premier lieu.

Je ne développe pas sur les conséquences

- sociales : l'Etat et les services publics jouent encore un rôle d'amortisseur, même si dans le même temps la misère croît dans le pays, le nombre de chômeurs augmente comme celui des exclus. Ils jouent encore un rôle dans l'aménagement du territoire, même si d'ores et déjà de vastes pans du territoire sont laissés pour compte avec la disparition des services publics de proximité.

- économiques : le recul du rôle de l'Etat laisse la place aux plus forts dans la concurrence mondiale et conduit à la désindustrialisation, Alstom par exemple en voie de dépeçage. Il faut ajouter le rôle des collectivités territoriales qui assurent aujourd'hui 70% de l'investissement public, dans les territoires (logement, transport, sport, culture, petite enfance, etc...).
- politiques : avec l'éloignement des centres de décisions et l'amointrissement du rôle des assemblées élues...

L'objectif de cet atelier est de réfléchir aux pistes alternatives, en voici quelques-unes :

1- L'indispensable bataille des idées sur la question du service public

Il faut s'attaquer à tous les mécanismes mis en place pour dénaturer les services publics, comme la notion de "service au public" - qu'on retrouve par exemple dans le concept de maisons de services au public dans les lois de décentralisation- qu'on cherche à substituer à celle de service public. Au total, peu importerait, comme avec le concept européen de SIG, que le service soit rendu par le public ou le privé. Il s'agit aussi de dénoncer les modes de gestion, souvent décalqués de l'entreprise privée, fondés sur les notions de rentabilité et ignorant les besoins exprimés par l'usager.

Il faut démontrer en quoi les services publics sont une réponse moderne aux enjeux auxquels nous sommes confrontés et aux besoins nouveaux de la population, réponse au chômage de masse, allongement de la durée de vie, transition écologique...

2- Les droits et besoins de la population au centre

N'avons-nous pas affirmé fortement le caractère fondamental des droits du citoyen qui ne peuvent pas seulement figurer symboliquement dans la constitution mais doivent être au cœur et l'objet même des politiques publiques : droit l'emploi, à la santé, au logement, au transports, à la culture...

L'outil de mise en œuvre pour garantir l'accès à tous et la maîtrise publique est le service public.

3- Un contre-projet de réforme territoriale ré-articulant rôle de l'Etat et rôle des collectivités territoriales

Ce contre-projet de réforme territoriale doit être bâti en réponse aux besoins de la population en articulant rôle des collectivités territoriales et rôle de l'Etat. La répartition des compétences doit être conçue en prenant pour principe qu'elles doivent être exercées au niveau le plus pertinent en terme de décisions, de conditions d'exercice, d'associations des différents acteurs engagés (usagers, agents...).

Le rôle de l'Etat est d'assurer l'effectivité des droits sur l'ensemble du territoire et de promouvoir les grandes politiques publiques. Le principe de libre administration des collectivités territoriales avec la clause de compétence générale doit être mis au service de la réponse efficace du service public, en prenant en compte la diversité des situations, zone rurale, urbaine, banlieues, etc...

4- Les moyens financiers du service public

L'ensemble des leviers doit être questionné : la réforme fiscale en intégrant les actifs financiers des entreprises, l'annulation de la dette liée aux emprunts toxiques, la transparence des circuits financiers et de l'utilisation de l'argent public (par exemple pour les PPP), la création d'un pôle financier public...

5- La démocratie

Le citoyen doit être remis au centre. Il est nécessaire aussi de créer les lieux d'intervention à tous les niveaux, dotés de réelle prérogatives, associant décideurs politiques, usagers et agents des services publics permettant l'expression des besoins, mais aussi la mise en place d'outils d'évaluation de l'efficacité des politiques publiques. De nouveaux modes de gestion publique sont à promouvoir avec des critères d'efficacité sociale et écologique. Les grandes questions touchant aux socles de nos institutions et du service public doivent donner lieu à l'information des citoyens et être soumises à référendum.

La démocratie est aussi à développer au sein même des services publics avec un rôle renforcé des instances de dialogue social existants. Les statuts des personnels doivent permettre de garantir l'égalité de traitement du citoyen et l'indépendance de l'agent public face aux pressions des lobbys de toute nature.

Cela passe par un vaste mouvement de titularisation des non-titulaires de la fonction publique, la suppression des dispositifs législatifs régressifs comme loi Galland qui permet d'être reçu à un concours et de ne jamais être nommé.... Un statut unique rénové de la fonction publique est l'outil permettant d'assurer la mobilité des fonctionnaires entre les différents services de la fonction publique et la complémentarité entre les fonctions publiques de l'Etat et de la fonction publique territoriale.

La question de la mise en œuvre de la démarche doit aussi être débattue. Cela appelle un grand débat dans les territoires associant salariés, agents des services publics, élus et forces politiques. L'implication des organisations nationales est indispensable pour sa réussite.

ATELIER 5

DONNER LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS, AUX CITOYENS, DANS LA CITÉ, LES ENTREPRISES, LES SERVICES PUBLICS

Animation : Christine Poupin – Manu Lépine – Patrick Le Moal

21 participants

Introduction

Il y a un autre atelier « Défendre et développer les droits, les libertés... ».

Notre question : comment prendre le pouvoir ? Comment décider, contrôler comme citoyen-ne-s ; comme travailleurs/ses ?

Pouvoir des travailleurs/euses dans l'entreprise :

Des exemples qui viennent immédiatement à l'esprit :

- les Fralib qui viennent de gagner et de se lancer dans la construction de la SCOP TI après 1336 jours de lutte. Le bilan de cette phase du combat de plus de 3 ans et demi confirme que seule l'action paie.

Elle a permis d'obtenir :

Appropriation publique des terrains, bâtiments, installations administratives et industrielles du site pour transfert à la SCOP des salariés,

Soutien financier au démarrage et au développement du plan alternatif des salariés

Une prime substantielle de préjudice pour chaque salarié en lutte venant s'ajouter aux indemnités légales

- La Belle Aude : La coopérative de crèmes glacées La Belle Aude montée par 19 ex-Pilpa Après deux années. Le 6 juillet 2012, alors que l'entreprise Pilpa réalise des profits, la direction du groupe R & R Ice cream annonce la fermeture pure et simple du site. Deux ans d'un combat syndical acharné qui aura permis l'annulation d'un plan social, le soutien de la population et des élus. En janvier 2013, l'Agglo de Carcassonne rachète l'usine pour 1,70 M€. Trois mois plus tard, le fonds d'investissement américain Oaktree revend le groupe R & R Ice cream à PAI, un homologue français moins expéditif qui décide de soutenir le projet de Scop. Une Scop qui a pris possession des lieux en janvier 2014 et lance son activité, notamment grâce à l'aide de 1,10 M€ versée par l'ancienne direction. Conditions : mettre en échec les PSE de la direction (3 fois pour les Fralib)

Question de la propriété incontournable :

Contre-exemple : Le groupe finlandais UPM a décidé de fermer la plus vieille papeterie de France, celle de Docelles dans les Vosges entraînant le licenciement de 161 salariés. Ces derniers ont développé un plan de reprise en SCOP qui a obtenu les financements nécessaires à sa réalisation. Mais UPM refuse de vendre le site et préfère perdre de l'argent plutôt que de maintenir des capacités productives. Dans le cas présent, il n'y a qu'une seule offre, celle des salariés, la seule qui permette de conserver ces emplois dans la région. Face à l'intransigeance du groupe UPM, il n'y a guère plus qu'une solution : réquisitionner l'usine pour la mettre dans les mains de la SCOP.

Récupération des entreprises

Brésil 1993-2003

Argentine : 300 entreprises récupérées depuis 2001 (60 au cours des 3 dernières années) entreprises en faillite ou abandonnées par leurs propriétaires.

Entreprises comme lieu de non-démocratie :

Subordination des salarié-es... si le rapport de force peut faire reconnaître et appliquer un certain nombre de droits / conditions de travail, santé et sécurité des travailleurs... on est loin d'un pouvoir réel... En particulier quand direction décide de supprimer des emplois ou de fermer purement et simplement un site, une usine, un atelier, un service...

Droit de veto des salariés, du CHSCT...

Exemple (PSA, Alstom, Sanofi) posent la question de la prise de contrôle par les travailleurs/euses non seulement en matière d'emplois mais aussi de choix de production et de façon de produire.

Que produire ?

Fralib : aromatisation naturelle, circuits courts, produits bio...

Qui décide de quoi?

Salarié-es / citoyen-ne-s

Comment comme citoyen-ne-s reprendre les moyens de décider et de contrôler ce qui est produit (médicaments, produits chimiques), construit (GPII), quels services publics sont développés et non détruits... qui fixe les priorités et comment (énergie) ? Planification démocratique.

Articulé avec le contrôle des salarié-es sur les conditions de la production, qui redonne du sens au travail ...

La question de l'auto-organisation des mobilisations.

Comment impliquer le plus grand nombre dans la mobilisation, dans les prises de décision, dans les actions.

L'unité de la classe, la nécessité de l'auto-activité et le dépassement des organisations (syndicales) existantes

Apprentissage collectif pour de rien devenir tout .

Projet de société désirable : où l'auto-activité, l'auto-émancipation, l'autogestion sont centrales.

Compte-rendu des débats

La situation actuelle est créée par la réaction capitaliste à leur crise

A la façon dont tout est organisé autour du cœur de métier : le profit, le portefeuille, c'est une remise en cause de la démocratie à tous les niveaux, qui nous assomme avec une idéologie dominante omniprésente.

Cela a pour conséquence que la lutte contre l'austérité est en lien direct avec le combat pour la démocratie.

L'intitulé de l'atelier « donner le pouvoir », a provoqué la remarque que ce sont les salariés, les citoyens qui prennent le pouvoir, il ne leur sera pas donné.

Les luttes permettent d'acquérir des droits, comme la lutte des Fralib le montre, mais on sait qu'il faut aussi la conquête de droits plus généraux, et que toute avancée est le produit du rapport de forces, ce qui amène deux remarques :

- d'abord qu'il y a des ruptures partielles, momentanées, et une rupture globale qui seule permet de changer fondamentalement les choses,
- et donc il nous faut discuter qu'est ce qui est un point d'appui pour créer ce rapport de force

Besoin d'articuler garanties individuelles et collectives, droits pour les salariés et ceux pour organisations syndicales, bataille pour les droits sociaux et pour la démocratie politique

Débat important sur la question de la propriété, sur la question du statut des entreprises, de redonner vie à la question de la nationalisation, de la socialisation, à partir de l'intérêt général.

Mais le changement de capital ne débouche pas obligatoirement sur un changement réel...oui il faut discuter de la répartition des richesses, mais aussi s'opposer à la logique du profit, faire rentrer la démocratie dans toutes les spores dans l'entreprise

La question existe également dans les services publics, qui a le pouvoir, comment ce bien commun est pris en charge

Toutes les formes d'auto-organisation se traduisent par une réflexion sur la finalité du travail, c'est à dire de ce qu'on produit

Question abordée de l'articulation entre les droits des salariés et les droits des citoyens. Ne pas oublier la question de la réduction du temps de travail pour faire vivre la démocratie

ATELIER 6

PROMOUVOIR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET UN NOUVEAU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Animation : David Gau – Daniel Rome – Morvan Burel

Introduction

Le terme de "développement", ne doit pas être vu dans le sens de la croissance, du PIB et de la politique de l'offre. Il s'agit plutôt de partir de la "demande", celle qui correspond aux besoins humains, dont les plus fondamentaux sont : se nourrir, se loger, se déplacer, ne pas mourir de froid... Car aujourd'hui, pour prendre un terrible exemple, la précarité énergétique tue. Un article de l'Humanité d'il y a quelques mois raconte comment des personnes dans des logements privés, chauffés par des radiateurs électriques, ne payent plus leur facture, et meurent. Que propose le gouvernement en réponse à cela ? Rien du tout ! ce n'est pas les 100000 logements qui seront réhabilités, ni les quelques "chèques énergie" distribués au hasard - ces mesurées proposées par la "Transition énergétique" de Ségolène Royal - qui répondront à ces questions cruciales. Ce n'est pas non plus la réforme ferroviaire qui permettra aux personnes isolées en province dans des villages où il n'y a plus de train, plus de gares, de faire un autre choix que de payer l'essence pour se déplacer d'une ville à l'autre !

Des exemples comme cela, nous pourrions en prendre des centaines en partant des besoins fondamentaux et en identifiant les politiques à la fois écologistes et sociales qu'il faudrait mettre en œuvre pour y répondre. Cela peut s'appeler la transition écologique, ou l'éco-socialisme, et ça doit s'inscrire dans une planification à long terme s'appuyant sur des services publics de l'énergie, de la mobilité... La lutte des cheminots est en cela une lutte sociale mais aussi écologique ! Si aujourd'hui il y a plus de camions sur la route, donc plus de gaz à effets de serre, plus de pollutions locales dans les villes, plus d'accidents aussi, c'est le résultat d'une politique industrielle guidée par le court terme, celle du Fret à la SNCF Geodis, filiale "camion" de la SNCF est plus rentable que le transport de marchandise en train. Comme la logique économique guide les choix des dirigeants du Fret, il y a plus de camions sur les routes. De même l'offre de "wagons isolés" qui devait permettre de scinder des rames de train en plusieurs parties afin de remplacer un wagon de train par un camion sur des trajets à longue distance, cette offre a été abandonnée car non rentable à court terme. Ce n'est pas en détruisant le service public que cela va s'arranger. La proportion de transport en camion par rapport au train ne cesse de s'accroître et les Gaz à Effets de Serre aussi.

La même logique s'applique à tous les secteurs : l'énergie qui se privatise (notamment EDF, Alstom..) en est une autre illustration. Et ce n'est pas que la planète qui est détruite par le libéralisme et le capitalisme (comme le montre le livre d'Hervé Kempf : "comment les riches détruisent la planète"), ce sont les emplois ! Où sont passés les 600000 emplois nets que nous aurions pu créer si le scénario Negawatt avait été mis en application par ce gouvernement ? Non seulement ces emplois ne seront pas créés par le gouvernement mais, en plus, la politique austéritaire détruit des emplois dans tous les secteurs.

Mais ce n'est pas une fatalité, car tout ceci n'est qu'une question de volonté politique. Nous devons faire de l'éducation populaire auprès de l'ensemble des acteurs, et mener des actions ciblées.

La réunion COP21 au Bourget en Décembre 2015, est une occasion de faire une grande mobilisation, pourquoi pas en commun avec le mouvements comme Alternatiba, et en profiter aussi pour faire sauter les points de blocage que sont : TAFTA, le non recours au

protectionnisme solidaire, la 5ème république. Car la transition écologique nécessite d'avancer sur tous les fronts, y compris de se battre contre l'oligarchie (politique et économique) et pour la démocratie. Podemos !

Compte-rendu des débats

Propos introductifs : il a été rappelé qu'aujourd'hui, au-delà du développement, la lutte pour la transformation sociale plaçait la réponse aux besoins humains fondamentaux en préalable à toute politique et stratégie d'action. La satisfaction de ces besoins doit être intégrée avec deux pivots principaux, l'égalité de l'accès aux ressources et la préservation écologique de la planète.

La politique énergétique que notre collectif doit définir doit s'inscrire dans ce cadre ainsi que de nombreux autres secteurs de la sphère collective : logement, transport, alimentation, etc. La préoccupation écologique est un élément horizontal du débat politique et social.

1. Constat de l'incapacité du capitalisme néo-libéral à modifier les comportements économiques pour une transition écologique dans l'organisation de la production et des échanges.

Au-delà des mots et d'un affichage de bonnes intentions, la privatisation de tous les secteurs de la collectivité renforce les maux qui provoquent les dégâts environnementaux : épuisement des énergies fossiles, perpétuation du réchauffement, augmentation des échanges économiques à l'échelle du monde, etc.

Face à cela, le capitalisme ne peut proposer que des déclarations d'intention : multiplication des conférences environnementales qui échouent, enlisement des mesures réellement coercitives. Le développement dit durable, le capitalisme vert, ne représentent pas des alternatives sérieuses et n'ont pour objet que de masquer l'absence totale de politique écologique volontariste.

2. La nécessité des politiques publiques

De la même façon que des politiques sociales ont pu rechercher des objectifs élevés, y compris dans le cadre d'une économie de marché, au moyen de législations efficaces, des objectifs écologiques ambitieux ne peuvent être atteints qu'au moyen d'une action publique contraignante à laquelle les activités économiques devront se plier.

L'exemple de ce recul du public et des conséquences pour les citoyens s'est appuyé sur l'évolution d'EDF-GDF : autrefois entièrement public, cet opérateur a pu organiser son activité pour distribuer l'électricité la moins chère d'Europe. Aujourd'hui, la privatisation totale de GDF oriente cet opérateur vers des objectifs purement capitalistes, puisque les versements mensuels de dividendes à l'actionnaire principal atteignent 150 M€ mensuels.

La double exigence de services écologiques et égalitaires nécessite donc l'édification d'un pôle public de l'énergie, dans un périmètre qui a été discuté (toutes les entreprises de production d'énergie ? Privilégier les entreprises de réseau ?)

3. Quel contenu à ces politiques publiques ?

Les moyens que les acteurs publics pourraient développer en matière d'écologie sociale sont nombreux. La prise en compte du coût des externalités polluantes des activités économiques est un domaine qui doit creusé, au moyen d'une taxe carbone efficace, tout simplement organisée autour du principe selon lequel le montant de taxe serait déterminé en fonction du contenu polluant.

Les niches fiscales qui encouragent la pollution doivent disparaître, les subventions publiques doivent être réorientées vers les transports les plus sobres en énergie. Aujourd'hui encore, alors que le transport est l'activité qui connaît la plus forte augmentation de GES, la route demeure subventionnée à hauteur de 125 Md € alors que le rail ne l'est qu'à 75 Md. Et ce alors que l'émission de CO2 pour un kilomètre parcouru est de 79 g/kg de marchandise, alors qu'il n'est que 5g pour le rail.

Ces politiques publiques écologiques doivent bien sûr être pensées dans un cadre politique global : la fiscalité écologique doit s'inscrire dans une vaste réforme fiscale enfin redistributrice, la politique commerciale doit être repensée pour éviter les effets pervers du dumping écologique et de la délocalisation de la pollution.

Une politique publique efficace doit obtenir une appropriation citoyenne la plus large possible, que la question doit quitter le seul domaine technique des débats d'experts.

Tous les aspects ne peuvent être tranchés au cours de cet atelier (les conditions de la sortie du nucléaire constituent un point crucial qui demande d'être débattu de façon approfondie). Cependant, il est urgent de mobiliser fortement et rapidement sur les enjeux écologiques. Pour parvenir à cet objectif, la construction d'un large mouvement social autour de la COP 21 paraît essentiel, bâtir sur cette échéance une vraie lutte et non pas une seule manifestation symbolique de protestation.

ATELIER 7

DÉFENDRE ET DÉVELOPPER LES DROITS ET LES LIBERTÉS

Animation : Ana Azaria – Sébastien – Celine Verzeletti

Introduction

Notre atelier doit traiter des questions liées aux discriminations, et plus particulièrement celles liées :

- Aux inégalités entre les hommes et les femmes
- Aux droits des travailleurs et travailleuses sans papiers, des familles, des étudiants, des jeunes .

Dans un contexte bien particulier, comment défendre les mêmes droits pour toutes et pour tous ? Comment défendre, aujourd'hui, les libertés démocratiques ?

La crise économique est violente. Le taux du chômage ne cesse de grimper, jetant des milliers de salariés à la rue. La situation politique est confuse et se complique de jour en jour.

Les réponses des gouvernements successifs, ce sont des politiques d'austérité, de plus en plus d'austérité pour la majorité des gens.

Les familles populaires, les travailleuses et les travailleurs doivent se serrer la ceinture au point d'en étouffer. Par contre, les plus riches continuent à se gaver de profits et de rentes tout en bénéficiant des cadeaux du gouvernement.

Le désarroi, notamment des milieux populaires, se traduit par des taux d'abstention records aux dernières consultations électorales. La sanction des partis politiques qui ont été à la tête de l'Etat est implacable.

C'est dans ce contexte que l'extrême droite perce, avec une Marine Le Pen qui a bénéficié de l'aide précieuse des médias qui lui ont accordé, durant les deux dernières campagnes électorales, une place privilégiée. Elle nous est présentée comme le porte-parole du rejet de la politique d'austérité du gouvernement et de l'UE néolibérale. Le FN, véritable « vautour », a su capitaliser une partie du mécontentement populaire pour arriver en tête des élections européennes.

La situation est grave. Il est indéniable que le FN progresse. Mais nous refusons le rang de premier parti de France que les médias lui ont attribué. Marine Le Pen a eu 4,7 millions de voix sur 46,5 millions d'électeurs inscrits sur les listes électorales, sans compter toutes celles et ceux qui ne sont pas inscrits sur ces listes parce qu'ils n'ont pas le droit de voter et qui ne donneront pas leur voix au FN.

Les inégalités se creusent. Les libertés sont menacées. L'action militante est criminalisée (cf. les 5 de Roanne). Les militants antifascistes sont agressés, assassinés (pensons à Clément Méric).

Notre atelier doit travailler pour commencer à dégager des revendications fortes, mobilisatrices, concernant la lutte pour l'égalité des droits ; des revendications qui répondent aux attentes des milieux populaires, qui soient comprises par les laissés pour compte de la crise et de l'austérité.

Nous devons chercher des pistes pour mobiliser les progressistes prêts à défendre les libertés démocratiques.

Il s'agit de formuler des revendications qui convergent avec celles portées par toutes les femmes et tous les hommes qui résistent aux politiques d'austérité.

Egalité des droits : égalité salariale entre les femmes et les hommes

En tant qu'organisation de femmes, je veux mettre l'accent sur la question de l'inégalité entre les femmes et les hommes. En particulier l'inégalité salariale, les 27% d'écart entre le salaire moyen des hommes et des femmes. Une campagne sur cette question, a eu lieu, impulsée par des organisations féministes dont la nôtre¹.

C'est une inégalité qui, pour des millions de femmes, menace la toute première condition pour avancer vers leur émancipation : l'AUTONOMIE FINANCIERE.

Il ne s'agit pas des femmes cadres, des femmes entrepreneuses, des patronnes du CAC 40 ; même si projecteurs et gouvernement centrent toute l'attention sur elles.

NON, il s'agit des millions de femmes qui ne deviendront pas cadres, ni entrepreneuses, et encore moins patronnes du CAC 40. Nous parlons ici de celles qui exercent les métiers féminisés.

Dans le secteur public, les ATSEM, agents de service hospitalier, agents de nettoyage, cantinières, aides puéricultrices, assistantes de vie ...

Dans le Privé, les travailleuses de l'aide à la personne, les caissières, femmes de chambre, travailleuses du nettoyage, de la restauration...

Elles touchent des bas salaires, et travaillent à temps partiel. Leur situation est dramatique. Des millions de femmes n'arrivent plus à vivre du fruit de leur travail et plongent dans la pauvreté.

Elles sont en première ligne face à la crise, et en première ligne face aux conséquences des politiques d'austérité. Les attaques en règle contre le pouvoir d'achat des familles : le gel des allocations, le gel du point d'indice (très durement supporté par les catégories C de la fonction publique, qui ont bénéficié d'un simple rattrapage pour ne plus percevoir des salaires en dessous du SMIC), les gels des retraites... les concernent directement. Les économies des dépenses publiques, principalement dans les collectivités territoriales entraînent l'externalisation des services, le non-renouvellement des CDD, ou des CDD non transformés en CDI qui pénalisent durement les femmes.

Dans le privé, la pression à la baisse des salaires se renforce. Il est ainsi de plus en plus difficile, pour celles qui sont en bas de l'échelle salariale, de pouvoir progresser.

L'application de l'ANI se décline en négociations par branche, négociations qui favorisent les temps partiels. Les exonérations des cotisations sociales favorisent les bas salaires.

Ajoutons à cela la banalisation du travail du dimanche et de nuit qui concerne majoritairement les femmes.

Nous voulons mettre au pot commun des revendications pour l'égalité des droits : l'augmentation des salaires dans les métiers féminisés, la lutte contre l'extension du temps partiel. Nous pensons qu'elles deviennent aujourd'hui des revendications prioritaires pour les femmes des milieux populaires.

Compte-rendu des débats

Un rapport introductif a été axé sur l'égalité des droits notamment ceux des femmes, des travailleurs sans papier et sur la défense des libertés de toutes et tous dans un contexte économique, politique et social très dégradé. Il a été rappelé que dans un tel contexte, les inégalités femmes/hommes se creusent, les libertés sont menacées, les droits des personnes LGBT peu reconnus ou bafoués, les discriminations syndicales se multiplient ainsi que les agressions des militant-es antifascistes.

Nous avons donc essayé de rechercher des pistes de revendications très concrètes qui puissent répondre aux attentes populaires, sans en faire non plus un catalogue.

Nous avons aussi précisé que l'égalité des droits est une question très fédératrice et qu'elle ne doit pas être considérée comme secondaire mais bien comme un enjeu essentiel pour la transformation de notre société.

¹Impulsée par Femmes Egalité, CNDF, Commission Genre ATTAC, Maison de femmes de Montreuil, la campagne a eu le soutien des structures syndicales et organisations politiques.

Les points essentiels qui ont fait consensus sont :

- Pour avancer sur l'égalité des droits et développer les libertés, il faut reprendre l'offensive, reconstruire du collectif, les solidarités, se réapproprier ces revendications et les faire vivre sur les lieux de travail et les lieux de vie ;
- Mener des luttes et les faire converger, qu'elles soient dites « sociales » ou « sociétales » ;
- Rappeler que les inégalités femmes/hommes sont du fait du système patriarcal qui est un système de domination qui doit être combattu tout comme le système capitaliste. Pour l'émancipation de toutes et de tous nous devons combattre les rapports sociaux de domination qu'ils soient de classe ou de sexe.
- Nous devons nous battre pour une réelle information pluraliste et indépendante, pour le droit d'expressions pour toutes et tous et notamment pour les étrangers privés encore du droit de vote.

Les grandes revendications qui pourraient être retenues :

- Concrétisation de l'égalité salariale femmes/hommes
- Droit à l'information indépendante et pluraliste
- Droit de vote pour les étrangers
- Abrogation des lois liberticides
- Mobiliser la société en élaborant des cahiers de doléances et en organisant des Etats Généraux ou des assises.

ATELIER 8

GARANTIR LE DROIT À L'EMPLOI

Animation : Christiane Marty – Verveine Angeli – Sandro Poli

Introduction

Pour introduire le débat, quelques grands axes qui forment le socle de toute politique visant à rendre effectif un droit à l'emploi. « Rendre effectif » car ce droit est déjà inscrit dans la Constitution française depuis 1848 (non sans débats virulents à l'époque) et il figure dans la Constitution actuelle sous la forme : « Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi ».

Figure aussi dans les textes internationaux, et notamment dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (article 23 Toute personne a droit au travail, etc...). Pourtant, peu de portée juridique.

Ce droit n'existe pas concrètement dans la réalité :

- Il n'existe pas déjà pour les 4 à 5 millions de chômeurs en France,
 - Au-delà du chômage, il n'existe pas non plus concrètement pour les nombreuses femmes qui se retrouvent obligées de renoncer à une activité professionnelle, parce qu'elles ne trouvent pas de solution pour faire garder leur enfant ou s'occuper d'un parent dépendant, et que les contraintes sociales attribuent aux femmes ces responsabilités familiales.
 - Il n'existe que partiellement pour toutes les personnes qui sont dans un emploi à temps partiel imposé, qui est donc du chômage partiel.

Parler de droit à l'emploi implique aussi de préciser ce qu'on appelle un emploi, à plus forte raison compte tenu de la montée actuelle des contrats précaires. Et des expériences étrangères, comme les dits « jobs à un euro » en Allemagne ou les contrats « 0 heure » en GB => droit à un emploi de qualité.

Le niveau actuel de chômage et de précarité pèse évidemment fort dans la dégradation du rapport de forces. La conquête d'un droit effectif à l'emploi est une lutte centrale pour un projet de transformation sociale. Le plein emploi n'est pas une utopie, indispensable de s'en convaincre.

D'abord, contrer la thèse du Medef, que le gouvernement a manifestement adoptée, censée justifier les pactes de compétitivité, responsabilité, qui distribuent des milliards aux entreprises sans contreparties. C'est l'idée selon laquelle le chômage serait dû au coût élevé du travail : évite de parler du coût du capital, pourtant exorbitant. Malgré la crise, les dividendes continuent d'augmenter : en 2012, les entreprises ont distribué 230 milliards de profits, au détriment de l'investissement et de l'emploi. Aujourd'hui 80 % des bénéfices nets vont aux actionnaires, contre 30 % dans les années 1980. => Faire cesser la financiarisation des entreprises.

Les trois axes « tiercé gagnant » :

- 1- relance d'activités économiques pour répondre aux besoins,
- 2- réduction du temps de travail
- 3- ouverture de nouveaux droits aux salariés.

1 - Relance d'activités économiques visant la satisfaction des besoins sociaux et environnementaux.

Il existe de nombreux besoins non satisfaits : santé, logement, éducation, justice, transports, transition énergétique, ENR, etc... Plus, une mention spéciale pour les besoins d'accueil de la petite enfance et d'aide aux personnes dépendantes, à mettre au rang des priorités, pour permettre aux femmes d'avoir concrètement accès à un emploi.

Les libéraux voient ces secteurs comme de nouveaux champs ouverts aux opportunités de profit. L'enjeu est donc au contraire de développer ces activités dans le cadre d'un service public, à améliorer => très nombreux emplois à la clé.

Cette relance d'activités pourrait même être coordonnée au niveau européen car ces besoins sont identiques un peu partout. Elle suppose un grand programme d'investissements publics, qui implique de reprendre le contrôle sur la finance. Les pouvoirs publics doivent retrouver des marges de manœuvre pour financer les investissements nécessaires pour l'intérêt général. C'est tout à fait possible (c'est l'objet d'un atelier en parallèle).

2 - La réduction du temps de travail

Combat historique du mouvement ouvrier. Utile d'insister là-dessus, car cette revendication semble un peu délaissée actuellement par le mouvement social. C'est pourtant un enjeu central pour la création d'emplois par le partage du travail.

La durée du travail - au sens le temps de vie individuel passé au travail - s'est progressivement réduite au cours du siècle passé, c'est une tendance historique qui traduit le fait que progrès social a accompagné le progrès technique. Cela a été rendu possible grâce aux luttes sociales qui ont su imposé une redistribution des gains de productivité, qui n'ont pas été accaparés par les profits comme aujourd'hui, mais qui ont été distribués sous forme d'augmentation de salaire et de RTT, et ont servi aussi à l'investissement favorisant l'emploi. => aujourd'hui on travaille à mi-temps par rapport à 1870 : si la durée moyenne du travail n'avait pas diminué, il y aurait environ 14 millions de chômeurs.

Le patronat et la droite n'hésitent pas à mener le combat inverse, en répétant qu'il faut travailler plus, remettre en cause les 35 heures. Ils ont obtenu d'augmenter le quota maximum pour les heures supplémentaires, obtenu l'exonération de cotisation sociale des heures supplémentaires. Obtenu encore d'augmenter la durée de cotisation nécessaire pour la retraite et de repousser âge de départ à la retraite. Ils veulent instaurer travail le dimanche, etc.

Pourtant, il faut bien voir que le temps de travail se réduit aussi depuis 30 ans : cette réduction-là se fait de manière brutale, imposée par le patronat (si on met de côté le passage aux 35 heures), à travers les licenciements, la montée du chômage, l'augmentation du travail à temps partiel imposé à de nombreux, surtout nombreuses, travailleuses. Cette RTT se fait à l'avantage exclusif des grandes entreprises et des actionnaires.

Le choix n'est donc pas entre réduire ou non le temps de travail, mais il est dans la manière de le réduire : - la manière actuelle, violente et inégalitaire
- ou une réduction collective du temps de travail, avec un abaissement de la norme de durée de travail, sans perte de salaire et sans intensification => avec création d'emplois en proportion (ce qui n'était pas le cas lors des 35 h)

La RTT est une des manières de distribuer les gains de productivité aux salariées. Mais même si ces gains sont faibles, voire nuls, la RTT est possible et elle permet de rééquilibrer le partage entre masse salariale et profits. Elle est donc au cœur de l'affrontement entre capital et travail, c'est une revendication indigeste pour le capitalisme.

En plus d'être une condition pour le plein emploi et de permettre un partage plus équitable des richesses, la RTT a beaucoup de qualités :

- Levier essentiel pour l'émancipation, doit permettre de s'investir dans la vie associative, politique, citoyenne, et de ré-équilibrer la place du travail dans nos vies.
- Point de départ indispensable pour une répartition + égalitaire des tâches domestiques et parentales entre les femmes et les hommes, à condition d'être accompagné d'une politique volontariste en la matière (qui a fait défaut lors des 35h)
- C'est la manière la plus efficace de répondre au besoin de temps libre et de contrer le développement du temps partiel et ses effets si négatifs sur les femmes (salaires, carrières, retraite)
- Levier pour un nouveau modèle de production et de consommation, elle implique de réfléchir collectivement à ce qu'on produit, à la manière de produire la plus efficace et économe en ressources.

3 - Renforcer le droit du travail, affirmer de nouveaux droits des travailleurs

Ils doivent permettre d'intervenir dans les choix de production : c'est assurer une citoyenneté dans l'entreprise. Les réorientations nécessaires de la production doivent se faire sans que ce soit les salariés qui en fassent les frais. Utiliser et renforcer le droit de contrôle et de veto des salarié-es sur les licenciements.

Nécessaire de sécuriser le statut de salarié, assurer une continuité des droits des salarié-es, notamment de rémunérations dans les situations d'interruption d'activité (chômage, maternité, accident,...). Levier important, objet aussi d'un autre atelier.

La conquête du droit effectif à l'emploi est centrale pour un projet transformation sociale. Il ne s'agit pas seulement obtenir une correspondance comptable entre le nombre de demandeurs d'emploi, et celui des emplois disponibles : il s'agit d'une démarche qui ouvre une réflexion sur l'objectif du travail, la nature de ce qu'on produit, qui décide, à qui ça profite, ce qui pose la question de la répartition des richesses produites et des gains productivité.

On dénonce souvent que l'UE ait retenu des critères de stabilité concernant la dette et le déficit public maximum, que la BCE ait comme seul critère l'inflation, mais qu'il n'y ait rien en termes d'emploi ou de chômage maximum. Les préoccupations des gouvernements focalisent actuellement sur la réduction du déficit à moins de 3% du PIB. Pourquoi n'y aurait-il pas un critère sur le chômage, qui devrait ne pas dépasser (par exemple) 3 %, ce qui serait un critère d'acceptabilité du chômage ? Les gouvernements auraient cet objectif concret sur le chômage, avec un calendrier pour y parvenir, et ils devraient rendre compte, autant que pour le déficit public.

Compte-rendu des débats

Il n'y a pas de droit à l'emploi sans sécurisation des emplois existants et sans création d'emplois nouveaux. Pour être effectif, le droit à l'emploi doit donc s'inscrire dans un cadre de réforme plus large de notre système économique et social.

Nous nous sommes tout d'abord accordés sur le constat d'échec des politiques de l'emploi menées en France depuis 30 ans. Celles-ci reposent prioritairement sur l'abaissement du « coût » du travail dans le but de relancer l'investissement des entreprises par la hausse de leurs marges. Or depuis trois décennies, ces abaissements servent une autre cause : la rétribution du capital sous la forme de dividendes, ces derniers étant passés de 3% à 9% de la valeur ajoutée. Le chômage n'a cessé d'augmenter durant cette période, dans un climat de libéralisation commerciale et financière acharné. Ce chômage de masse est concomitant de l'entrée dans le néolibéralisme, système politique et économique au service du capitalisme financier. Entré en crise sérieuse depuis l'éclatement de la bulle des *subprimes* en 2007-2008, ce système s'oppose depuis 6 ans maintenant à toute relance de l'activité économique, et ce malgré les enseignements de l'histoire en la matière. Aux exigences de rentabilité financière vient s'ajouter le remboursement d'une dette illégitime à travers l'austérité budgétaire et fiscale, faisant passer le chômage de 8% à 12% en moyenne en zone euro

entre 2008 et 2014. Les licenciements abusifs et les faillites d'entreprises ne cessent de s'accumuler. Le chantage à la délocalisation continue de faire pression à la baisse sur les salaires des travailleurs.

Face à ce système destructeur d'emplois, il nous a semblé impératif de s'accorder sur le rôle du Collectif dans la bataille pour l'emploi.

Trois axes ont été développés :

1 - Fournir des arguments de fond (politique et programmatique) pour crédibiliser une sortie du système actuel

Trois domaines ont été évoqués :

- Défendre une relance de l'activité créatrice d'emplois. Pour ce faire, les différents secteurs industriels et économiques (médical, automobile, matières premières...), à travers leur représentants syndicaux, pourraient être mis à contribution. Il s'agirait d'obtenir des objectifs chiffrés de création d'emploi et d'investissement selon les besoins et le potentiel productif de ces secteurs. La relance devrait prendre en compte la nécessaire transition écologique et répondre aux besoins humains propres à nos économies développées. Par ailleurs, le « chantage compétitif » (ou chantage à la délocalisation) pourrait être limité en défendant une certaine dose de protectionnisme commercial et financier, comme ce fut le cas lors de toutes les phases de transition d'un système productif à un autre.

- Opposer aux financements des banques privées et des marchés financiers d'autres modes de financement démocratiques : épargne nationale réglementée, pôle financier public, autofinancement dans le cadre d'entreprises réquisitionnées par leurs salariés...

- Défendre de nouveaux droits pour les salariés et une réforme du droit de propriété (le droit de l'entreprise n'existe pas) qui facilitent la reprise des sites par les travailleurs, empêchent les licenciements abusifs, permettent au bassin d'emploi dans son ensemble d'avoir son mot à dire lorsqu'une décision de fermeture d'usine est prise (représentation des sous-traitants, collectivités locales) etc.

2 - Elaborer des propositions concrètes pour répondre aux difficultés immédiates auxquelles font face les salariés.

L'aspect programmatique et politique (point 1) est souvent incompris des salariés dont la première urgence est de sauver leur emploi et/ou de faire vivre dignement leur famille. Il convient donc d'élaborer des propositions d'urgence claires et lisibles sur lesquelles les salariés menacés de licenciement (ou craignant de l'être) puissent s'appuyer. Deux propositions principes ont été évoquées et nécessiteraient approfondissement :

- L'interdiction de tout licenciement abusif sur la base du projet de loi du Front de Gauche sur la réforme des licenciements pour motif économique. Mettre notamment fin aux licenciements économiques pour anticipation d'évolution hypothétique, supprimer les effets de seuil pour les entreprises de moins de 10 salariés, mettre fin aux licenciements en cas d'accord collectif d'entreprise de RTT...

- La réquisition immédiate des sites par l'Etat (nationalisation) ou les salariés (sous la forme de SCOP par exemple) en cas de fermeture d'entreprise.

L'objectif politique étant que plus aucun emploi ne soit désormais supprimé dans ce pays, un principe d'urgence sociale et économique (pour rappel, le chômage de long terme a lui aussi fortement augmenté depuis la crise, ce qui rend encore plus difficile une reprise économique à moyen long terme)

3 - Transformer le Collectif en outil au service des luttes à travers une double fonction : financement des luttes (caisses de grève) et éducation populaire (droit syndical, analyse d'un bilan comptable)

Deux axes principaux ont été développés sur ce plan, chacun impliquant de coordonner les actions entre syndicats, associations et partis membres du collectif :

- Former les salariés en lutte sur des points techniques leur permettant de lutter efficacement contre l'injustice à laquelle ils font face. Ainsi, les représentants des salariés ne connaissent pas toujours le détail du droit du travail. Certains spécialistes de ces questions membres du collectif pourraient être détachés sur le terrain pour fournir ces informations aux salariés en lutte. De même, sur les questions de comptabilité d'entreprise.

- Réfléchir à la mise en place d'une « caisse de grève » pour soutenir financièrement les salariés en lutte.

Ces deux axes mériteraient d'être plus largement discutés dans le détail de leur mise en œuvre de manière à fournir des réponses aux difficultés stratégiques ou politiques qu'ils peuvent poser.

INTERVENTIONS CONCLUSIVES

Jacques Chaballier (PCF) – Sandra Rigoni (Attac) – Christophe Delecourt (UGFF CGT)

JACQUES CHABALLIER (PCF)

Après la marche du 12 avril nous avons toutes et tous ressenti la nécessité de continuer à travailler ensemble avec l'ambition de contribuer à l'existence d'une alternative à gauche à l'actuelle politique gouvernementale.

Avec une exigence : que les suites , soient à chaque étape décidées ensemble syndicalistes, militants associatifs, militants politiques, personnalités, , dans le respect des identités, des cultures et des calendriers de tous et de chacun.

C'est dans cet esprit que nous avons préparé cette journée, et je pense que cela s'est ressenti dans la qualité de nos débats, tant dans les ateliers ce matin qu'en séance plénière cet après midi.

Mais le 21 juin n'est pas une date après le 12 avril Cette journée doit être un commencement .

Notre ambition est la construction d'un projet alternatif aux politiques d'austérité et le rassemblement de toutes les forces disponibles pour le faire grandir et le rendre majoritaire.

Est ce possible dans le paysage politique dévasté qui est le nôtre, au lendemain du séisme des élections européennes ?

Nous pensons(et nos débats montrent que cette appréciation nous est commune) que persiste dans le pays une demande très forte de réformes de progrès social, que les valeurs de gauche, de solidarité, l'exigence d'une autre répartition des richesses peuvent rassembler une majorité de nos concitoyens.

Les luttes qui se sont développés ces dernières semaines le montrent, et je veux saluer la belle victoire des salariés de l'Hôtel Dieu, que nous avons rencontrés dans le cadre de la préparation de la marche du 12 avril. Mais je pourrais citer aussi celle des Fralib , voire, même si la bataille continue, les avancées parlementaires que la mobilisation des cheminots a permis.

Cela démontre que les espaces existent pour faire prévaloir d'autres choix.

Mais, si cette demande existe, nous devons envoyer un signal d'espoir , un signal politique qui redonne confiance aux forces populaires et sociales qui cherchent une autre voie ...

Nous avons à recréer de l'espoir et cet espoir , et c'est ce que nous avons voulu commencer à construire aujourd'hui, passe par un travail de propositions , en montrant qu'il est possible de mettre en œuvre, immédiatement et dans la durée une autre politique que celle qui est appliquée aujourd'hui.

Nous avons le choix , c'est cette démonstration simple que nous voulons faire vivre dans le paysage politique et idéologique de notre pays.

Notre travail , en particulier ce matin, nous donne un socle, un socle cohérent, à partir duquel nous pouvons avancer dans la construction d'un projet authentiquement de gauche.

Mais notre journée ne sera réellement productive que si nous sortons avec la conviction et l'ambition d'engager des dialogues démultipliés dans le pays avec toutes les forces, aujourd'hui encore trop dispersées, qui recherchent une issue.

Des propositions il s'en élabore et s'en discute, fort heureusement, ailleurs qu'en ce 21 juin à la bourse du travail : il s'en élabore dans les luttes , cheminots, intermittents, salariés d'Alstom, de Fralib, ne font pas que s'opposer à des réformes, ils sont porteurs d'un autre projet, pour les services publics, pour l'industrie, la culture , la santé..... Il s'en élabore dans les territoires, dans les quartiers, dans les associations, dans les collectivités..... Tout cela contribue à l'intérêt national.

Ces propositions méritent débat et confrontations ? Bien sûr et tant mieux.. L'essentiel est de se saisir de toutes les possibilités de dialogues avec toutes les forces vives de la société, à travers les forums, collectifs locaux , points de rencontre que nous voulons impulser dans le pays. Je pense que c'est ce rendez vous là , cet appel, que notre réunion d'aujourd'hui pourrait lancer

« ils se hâtaient sans hâte » disaient le poète René Char à propos des mouvements de résistance dans le Vercors. Telle pourrait être notre devise au soir de cette journée

Il n'y a en effet aucun raccourci possible : nous avons devant nous un important travail de convergences : il faut prendre le temps de discuter , d'associer des personnalités, des citoyens , des forces nouvelles: ce travail nous allons l'impulser collectivement , mais chacun de nous, chacune des organisations présentes ou susceptibles de s'associer dans la prochaine période prendra elle aussi ses propres initiatives. Tout ne passera pas par le canal de notre travail collectif, et là aussi fort heureusement.

Nous aurons cependant besoin de moments nationaux où nous évaluerons le travail engagé : nous aurons besoin de moments de mobilisations, à l'échelle nationale . Mais à chaque étape nous en déciderons ensemble, dans le respect des uns et des autres.

Manuel Valls a dit récemment que la gauche pouvait mourir si elle ne se rassemblait pas derrière sa politique : or c'est sa politique qui divise, éclate même la gauche et la société : nous voulons relever ce défi à travers un travail patient et ambitieux de dialogue , de convergence et de rassemblement.

SANDRA RIGONI (ATTAC)

Rompre avec l'austérité, on l'a vu aujourd'hui dans tous les ateliers, c'est nécessaire et c'est urgent pour sortir de la crise économique et construire un projet de société basé sur la satisfaction des besoins humains et sociaux, pour une autre répartition des richesses. C'est aussi nécessaire et urgent pour réaliser l'égalité entre femmes et hommes et faire avancer les droits des femmes.

Car sur les deux socles de l'émancipation des femmes que sont l'autonomie financière et la maîtrise de la fécondité, nous sommes aujourd'hui dans une situation d'impasse, voire de recul.

La crise et les politiques d'austérité ont provoqué le creusement des inégalités entre hommes et femmes, et aussi entre les femmes.

Najat Vallaud-Belkacem se réjouissait cette semaine dans les médias de la progression de la part des femmes dans les conseils d'administration des grandes entreprises.

Deux jours plus tard, le Haut Conseil à l'égalité hommes-femmes tirait la sonnette d'alarme sur la dégradation de la situation des femmes des quartiers prioritaires. Leur taux d'activité, déjà inférieur à celui des hommes et des femmes des territoires plus aisés, a baissé depuis 2008 au point qu'une femme sur deux se retrouve aujourd'hui exclue de l'emploi dans ces quartiers.

Temps partiel, bas salaires, horaires décalés, contrats précaires, les femmes sont la variable d'ajustement des entreprises de certains secteurs qui profitent des exonérations de cotisations sur les bas salaires, de l'assouplissement des règles sur le temps partiel du bas niveau du SMIC, pour maximiser leurs profits sur le dos des femmes.

Alors pour agir réellement en faveur de l'égalité entre femmes et hommes, il ne suffit pas d'ouvrir le CAC 40 à quelques élites de sexe féminin, ni d'ailleurs d'orienter quelques maigres financements de la politique de la ville sur des actions ciblant les femmes les plus pauvres pour accroître leur « employabilité ». C'est une rupture radicale avec l'ordre économique néolibéral qui est nécessaire.

Les luttes contre les inégalités entre les femmes et les hommes et celles contre les inégalités de classe convergent.

Par exemple, répondre aux besoins de crèches et de services auprès des personnes dépendantes, signifie développer les services publics, valoriser la solidarité, l'égalité de traitement et les biens communs contre la marchandisation, l'appropriation privée et la recherche de profit sur n'importe quelle activité.

Revaloriser (et mixer) les métiers aujourd'hui très féminisés, c'est non seulement augmenter les salaires, mais aussi reconnaître l'importance de toutes ces activités qui font du lien social ; les soins aux aînés, l'éducation des enfants, les services de proximité.

De même la réduction du temps de travail est un enjeu central : elle permettrait une diminution forte du chômage mais aussi de gagner du temps libre, pour les femmes et pour les hommes, du temps pour la famille mais aussi pour l'engagement citoyen, le divertissement ou la culture.

Libérer du temps, redimensionner et ré-équilibrer la place du travail dans nos vies, c'est une condition indispensable pour un partage plus équitable des tâches entre femmes et hommes. Partager le temps de travail, c'est construire un projet de société où chacun a une place à la fois dans le travail et dans les multiples activités et engagements hors travail qui font de tout un chacun un citoyen à part entière et non seulement un consommateur en compétition avec tous les autres.

Ces mesures qui permettraient de répondre aux besoins des femmes sont porteuses d'émancipation pour la société toute entière. La lutte pour l'égalité entre femmes et hommes s'appuie sur des valeurs qui s'opposent à ceux du capitalisme néolibéral :

Lien social, solidarité, partage, citoyenneté : les luttes pour l'égalité entre femmes et hommes permettent de fonder un nouvel imaginaire social qui est essentiel pour construire un projet de société, convaincre et emporter l'adhésion du plus grand nombre.

Car les alternatives à l'austérité que nous construisons, si elles doivent être crédibles, réalistes et concrètes, doivent aussi faire rêver. Elles doivent permettre de susciter l'espoir pas seulement d'une société qui fonctionne mieux, mais d'une société juste, meilleure, qui nous rendent toutes et tous meilleurs.

Je crois que le féminisme, entendu en ce sens humaniste et radical de lutte contre la domination masculine et contre toutes les formes de domination, peut servir de socle à ce nouvel imaginaire social.

Un projet alternatif basé sur des valeurs fortes et mettant en avant l'exigence d'égalité entre femmes et hommes, ce sera aussi un rempart essentiel contre la montée de l'extrême droite réactionnaire et des intégrismes. Les résultats des élections européennes, les récentes mobilisations réactionnaires contre le mariage pour tous en France et contre l'avortement en Europe, montrent qu'il y a urgence.

Les revendications féministes, la solidarité avec les luttes des femmes en France et dans le monde, dans l'entreprise, contre la finance (comme en ce moment au Maroc contre le microcrédit) contre les violences et l'ordre patriarcal doivent être une priorité pour la gauche radicale.

L'égalité et les droits des femmes sont un outil essentiel pour changer la société, ils doivent être au cœur d'un projet révolutionnaire.

CHRISTOPHE DELECOURT (UGFF CGT)

Cher-e-s Ami-e-s, Cher-e-s Camarades,

Il n'est pas sans importance de constater notre volonté de poursuivre une co-construction avec des « personnalités », des militantes et des militants engagés dans des organisations syndicales, des associations, des partis politiques, sans exclusive, mais aussi avec toutes les organisations, qui en tant que telles, souhaiteront apporter toute leurs contributions à la dite co-construction.

Il n'est pas moins important de souligner notre volonté de le faire, d'une part, dans le respect de nos champs d'interventions propres et de notre indépendance, d'autre part, en recherchant et en proposant aux salarié-es, aux privé-es d'emploi, à celles et ceux qui sont privés de leurs droits, aux retraité-es, aux citoyennes et aux citoyens de s'approprier le processus de co-construction proposé.

Au terme d'une appréciation critique de la marche du 12 avril dernier, nous avons, toutes et tous, apprécié sa réussite, et, conformément au texte d'appel à cette marche, nous avons, comme le montre notre rencontre de ce jour, été en mesure, ensemble, de créer les conditions de suites possibles à cette marche.

A l'évidence, nos débats interviennent dans un contexte et une situation qui n'ont cessé d'évoluer depuis notre marche du 12 avril. Cette situation met en évidence un processus d'accélération du patronat et de celles et ceux qui nous gouvernent, mais aussi de l'Union européenne, pour imposer une accentuation et une aggravation de la crise et une insécurité sociale généralisée.

A l'évidence, nos débats interviennent aussi après une séquence de consultations électorales, élections municipales et européennes, qui montre que nous sommes confrontés à une crise qui est aussi celle de la démocratie et qui produit une montée en puissance de l'extrême-droite, de la droite extrême, et une droitisation du débat public.

Toutefois et sans les mettre sur un seul et même plan, l'importance de l'abstention, l'importance aussi des mobilisations en cours, sous des formes multiples et diverses, celles des cheminots et des intermittents du spectacle, montrent la volonté mais aussi l'aspiration du monde du travail, des citoyennes et des citoyens, de résister aux politiques patronales et des pouvoirs publics à l'œuvre, leur disponibilité pour engager un vaste processus de construction de propositions et de revendications alternatives articulées à des mobilisations les plus convergentes possibles pour imposer leur prise en compte.

C'est ce défi que nous entendons relever, ensemble, en invitant une démarche enracinée dans les entreprises, dans les services publics, et plus largement encore dans la cité.

C'est pourquoi, il nous semble possible de dire au terme de cette journée que nous sommes en mesure de construire ensemble des propositions de portée immédiate pour mettre fin à la situation d'urgence sociale à laquelle nous sommes confrontés et à la nécessité de permettre à toutes et tous de pouvoir satisfaire leurs droits et leurs besoins fondamentaux, de construire aussi des propositions ayant pour objet de remédier à la crise systémique et de construire une toute autre société.

Pour y parvenir, nous allons créer les conditions de la création de collectifs territoriaux, de l'organisation d'un vaste débat public, articulées à des processus de mobilisation sous des formes multiples et diverses...

D'ores et déjà, nous vous proposons de retenir et d'acter le principe de l'organisation d'une mobilisation de portée nationale, à la rentrée prochaine, à une date et sous des formes qui restent à définir, s'inscrivant dans nos objectifs communs de sortie de l'austérité, du combat contre les inégalités et de la nécessaire réinvention de la démocratie.

Enfin, il convient d'observer que notre rencontre de ce jour intervient aussi dans un contexte où, au sein d'autres organisations que les nôtres, bon nombre de militantes et de militants syndicaux, associatifs, politiques, réfléchissent aussi sur ce qu'il conviendrait de faire pour retrouver le chemin du progrès social. Il nous faut être plein d'attention à ces réflexions, à ces constructions potentielles et à des potentialités réelles de pouvoir construire un front qui dépasse celui qui est le nôtre aujourd'hui.

Nous allons prendre le temps nécessaire pour que nous puissions, les uns et les autres, dans nos organisations respectives, débattre des contenus et des formidables perspectives ouvertes par notre journée de travail. Toutefois et sans attendre, les différentes organisations aujourd'hui présentes se retrouveront dès mardi prochain, dans cette même Bourse du travail, pour commencer l'écriture d'un texte d'appel à une co-construction d'un mouvement le plus large possible, populaire, et sans exclusive, au service d'une dynamique pour une alternative sociale, démocratique, écologique et féministe, fondée sur la solidarité. Une dynamique d'espoir et de progrès. C'est aussi ainsi que nous combattons l'extrême-droite, la droite extrême, le patronat, et toutes les formes de racisme, de xénophobie, de discrimination.